

Ces réseaux qui ont pris le pouvoir

Avec la crise et le changement de majorité, de nouveaux cercles d'influence émergent dans les sphères dirigeantes. Revue de détail de tous ces clubs, loges, associations d'anciens élèves, think tanks et autres forums de femmes qui ont le vent en poupe pour assurer le lobbying de leurs membres.

DOSSIER RÉALISÉ PAR **VINCENT NOUZILLE**

Henri Proglio est un patron prudent. Parachuté fin 2009 par Nicolas Sarkozy à la présidence d'EDF, il se sait menacé par le nouveau pouvoir socialiste, qui critique certains pans de sa gestion et apprécie peu ses liens avec l'ancienne équipe. Alors, ce patron au cuir tanné prend ses précautions en multipliant ses contacts dans les réseaux influents. Très proche des milieux francs-maçons, qu'il a naguère appris à connaître comme baron de la Compagnie générale des eaux, il fait passer des messages à des « frères » qui ont des relais dans les palais de la République. L'un de ses fidèles défenseurs n'est autre que le banquier énarque François Roussely, un initié, ex-président d'EDF et ancien membre de cabinets ministériels de gauche. Henri Proglio a aussi recruté Antoine Cahuzac, frère du ministre du Budget, pour s'occuper de sa filiale EDF Energies renouvelables. Il se repose également sur l'expertise en communication de son conseiller Stéphane Fouks, coprésident d'Havas, ami intime de Manuel Valls, le ministre de l'Intérieur. Diplômé d'HEC, Henri Proglio a fait appel, depuis juin dernier, aux services du lobbyiste Paul Boury, un autre HEC, qui a le mérite d'être un proche de François Hollande. Il a enfin rencontré André Martinez, qui est un copain de promotion d'HEC du Président, chargé à Bercy de faire le lien avec quelques grands patrons. Nul ne sait si Henri Proglio, dont le mandat n'arrivera à échéance qu'à la fin 2014, va ainsi sauver son fauteuil. Mais voilà un homme qui utilise toutes les connexions possibles afin de se protéger.

Car la France reste un pays de réseaux. Pour être au courant des projets de loi et défendre sa cause, mieux vaut connaître des gens bien placés. Et l'un des meilleurs moyens demeure d'appartenir aux réseaux qui comptent. Or, ils sont de plus en plus nombreux. Aux cercles mondains réservés à l'élite, aux castes toujours dominantes des grands corps de l'Etat, issus des meilleurs rangs de l'Ecole polytechnique et de l'ENA, et aux traditionnelles solidarités maçonniques, sont venus s'ajouter de nouveaux réseaux, plus ouverts, plus éclectiques, qui revendiquent urbi et orbi leur volonté d'influence. Résultat : il peut être indispensable de fréquenter à la fois un club œnologique, une loge maçonnique, des associations d'anciens élèves, un think tank, des réseaux féminins, régionaux ou communautaires ! En réalité, tout est bon pour se placer, en prenant soin, depuis l'arrivée de François Hollande à l'Élysée, d'être « branché » sur le pouvoir actuel. L'un des réseaux les plus puissants demeure naturellement celui des énarques (voir le dossier du Figaro Magazine du 21 septembre 2012), puisque...

MARKO IVANOVIC/GETTY IMAGES - OLIVIER CHAILLEN



Les nouveaux conquérants : un rendez-vous régulier des entrepreneurs bretons à Paris.



La délégation des Bretons en visite à Bruxelles, le 10 décembre 2012.

Face aux castes des grands corps, des réseaux ouverts et plus militants

... les cabinets ministériels en sont peuplés et que François Hollande a placé des amis de sa promotion Voltaire à des postes clés, comme Michel Sapin au ministère du Travail, Pierre-René Lemas au secrétariat général de l'Élysée et Jean-Pierre Jouyet à la Caisse des dépôts.

Mais les HEC ont également une cote en hausse, du fait de la force de leur réseau (voir encadré p. 41) et de leurs postes en vue : outre le président de la République, une dizaine de PDG du CAC 40 sont issus de leurs rangs, alors qu'ils n'étaient que trois il y a vingt ans.

« Leur montée en régime accompagne le changement sociologique des états-majors des entreprises, où les énarques et polytechniciens reculent au profit des managers issus des écoles de commerce, avec une forte prime à HEC », constate Hervé Joly, chercheur au CNRS et spécialiste des classes dirigeantes. Cerise sur le gâteau, ceux qui ont le double label HEC-ENA bénéficient, selon ce chercheur, de réseaux démultipliés, ce qui leur garantit des carrières au plus haut niveau, comme celles de Baudouin Prot (BNP Paribas), Stéphane Richard (France Télécom) ou Louis Gallois (ex-EADS, Commissaire général à l'investissement). Signe des temps, le HEC-ENA François Hollande a choisi un HEC-ENA, Nicolas Dufourcq, ex-numéro 2 de Capgemini, pour diriger la toute nouvelle Banque publique d'investissement (BPI). HEC-ENA, c'est le meilleur sésame du moment !

Les connexions maçonniques ou bretonnes sont utiles

Ceux qui ne sont ni l'un ni l'autre doivent jouer sur d'autres registres pour accéder aux coulisses du pouvoir. Il faut, par exemple, être en contact avec les experts du think tank Terra Nova, une des antichambres des cabinets ministériels (voir encadré ci-contre), mais sans oublier ceux de la Fondapol, proche de l'UMP, car nul ne sait de quoi demain sera fait... Il est également plus « utile », par les temps qui courent, de fréquenter les loges du Grand Orient de France (GODF), qui voit défilé les ministres dans ses temples, plutôt

que les ateliers de la Grande Loge nationale française (GLNF), classée à droite et en pleine implosion (voir encadré p. 39). Et mieux vaut savoir que les jeunes entrepreneurs, dont certains se sont mobilisés autour des « Pigeons » en septembre dernier, préfèrent se retrouver au sein des clubs comme Croissance Plus (voir encadré p. 39), très actifs à Bercy, plutôt que de se noyer dans les grosses institutions patronales comme le Medef ou la CGPME. Quant aux affinités régionales, si les Corses et les Alsaciens ont un peu perdu de terrain, les connexions corréziennes sont de nouveau à la hausse, grâce à François Hollande, de même que les clubs bretons, soutenus en haut lieu par le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian, ancien président du conseil régional, et par la ministre de la Réforme de l'Etat Marylise Lebranchu, élue du Finistère (voir encadré p. 37).

La crise économique accentue ce recours aux réseaux de toutes sortes, qui sont devenus incontournables pour plusieurs raisons. « Jamais le besoin de networking et d'appartenance à une communauté n'a été aussi fort », constate Arnaud de Puyfontaine, président des ESCP Europe Alumni, qui comptent plus de 15 000 membres actifs sur le réseau social LinkedIn. « Des accidents dans la vie professionnelle, cela peut arriver à tout le monde, et nous recevons de plus en plus de diplômés qui cherchent à se réorienter », ajoute Jean-Pascal Picy, vice-président des Alumni Sciences-Po, dont le service carrières a connu un bond d'activité de 17 % l'an dernier. « Quand les temps sont durs, chacun a besoin de cultiver ses réseaux, pour trouver un job, aider un ami, nouer des relations d'affaires, défendre ses intérêts », résume Alain Marty, auteur d'un Guide du networking (Editions du Rocher, 2011) et fondateur du Wine & Business Club. Né en 1991, ce cénacle de dirigeants se réunit une fois par mois dans des grands restaurants pour déguster des bons vins, écouter un débat avec des VIP et, surtout, échanger des cartes de visite. Succès garanti ! Il compte désormais 2 500 membres, répartis dans une quinzaine de clubs. ...



Simon Uzenat, le jeune président de l'Association des cadres bretons.

Les Bretons se mobilisent en meutes

Le 23 janvier, près de 200 personnalités bretonnes se pressaient autour de la goélette scientifique Tara, accostée à Paris près du pont Alexandre III, avec écrans géants, clips et visioconférences. Ils fêtaient les 50 ans de l'Association des cadres bretons (ACB), avec des invités de marque, dont Jakez Bernard, président du label Produit en

Bretagne, le navigateur Gérard d'Abouville et Jean-Guy Le Floch, le PDG d'Armor-Lux, dont les marinières ont été promues par le ministre Arnaud Montebourg. Avec plus de 700 membres, dont les deux tiers à Paris, l'ACB est un des clubs les plus actifs de la diaspora bretonne, aux côtés des réseaux sociaux de BZH Network, initié en 2005 par le Malouin Stéphane Péan, et des Diners celtiques qui réunissent des VIP bretons, dont Michel-Edouard Leclerc et Vincent Bollore, autour de l'ancien journaliste Yannick Le Bourdonnec. « Nous aimons bien nous retrouver et jouer collectif

pour montrer la Bretagne qui réussit », explique Simon Uzenat, le jeune président de l'ACB. Son parcours résume d'ailleurs le maillage serré des réseaux armoricains. Ce Nantais de 28 ans, qui réside à Vannes, a planché au conseil régional (alors présidé par Jean-Yves Le Drian) sur le rôle de la Bretagne dans les négociations sur le réchauffement climatique, tout en devenant l'assistant de Jacqueline Chevé, sénatrice socialiste (aujourd'hui décédée) des Côtes-d'Armor, et de sa collègue du Morbihan Odette Herviaux. Il travaille également au développement du technopôle Brest-Iroise, qui regroupe plus

de 200 structures sur le thème de l'innovation. Avec les responsables de Brest-Iroise et du collectif Produit en Bretagne, il a réuni en décembre à Bruxelles une trentaine de Bretons travaillant dans les instances communautaires, du Parlement à la Commission, dont Hervé Jouanjean, le directeur général du Budget. « Nous organisons notre lobbying, pour valoriser nos savoir-faire et élargir nos réseaux », plaide le président de l'ACB, qui veut aussi créer un club LGV Paris-Bretagne, pour attirer des investisseurs avant l'ouverture de la ligne à grande vitesse en 2016.



Jean-Guy Le Floch, PDG d'Armor-Lux et pilier de l'Association des cadres bretons.

Terra Nova, anti chambre des ministères

Nous sommes à la fois un laboratoire d'idées et une pépinière pour les cabinets. Olivier Ferrand, le directeur de Terra Nova, décédé brutalement le 30 juin dernier, reconnaissait la double vocation du think tank « progressiste » qu'il avait lancé en 2008, dans la mouvance du Parti socialiste. Avec un réseau d'un millier d'experts (universitaires, syndicalistes, hauts fonctionnaires, élus, cadres du privé), Terra Nova a fourni des notes sur tous les sujets durant la campagne. Plusieurs auteurs de ses rapports ont rejoint les cabi-



François Chérèque, ancien numéro 1 de la CFDT et nouveau président de Terra Nova. Ici, aux côtés de Jean-Marc Ayrault.

nets de l'exécutif, comme Emmanuel Macron et Constance Rivière à l'Élysée, Camille Putois à Matignon, Stéphane Israël au Redressement productif. De même pour les piliers de Terra Nova, comme le banquier Christophe Bejach, conseiller d'Arnaud Montebourg, Romain Prudent, qui aide Najat Vallaud-Belkacem, Aziz Ridouan aux côtés de Fleur Pellerin, ou Laurence Girard, qui a secondé Nicole Bricq avant d'être nommée à la tête de l'Agence nationale pour la cohésion sociale. Pour sa part, le conseiller d'Etat Jean-Philippe Thiellay, vice-président

de Terra Nova, a fait un passage dans l'équipe de Jean-Marc Ayrault à Matignon, avant de retourner se consacrer à la relance du think tank, un peu orphelin après le décès de son animateur. « Nous pouvons être utiles au gouvernement en réfléchissant à plus long terme, sans avoir le nez dans le guidon », explique-t-il. Il vient d'organiser la relève avec l'arrivée, mi-janvier, de l'ancien patron de la CFDT François Chérèque comme nouveau président de Terra Nova, et de l'avocate Juliette Méadel comme directrice générale.

Claude Bartolone, président de l'Assemblée nationale, où les obédiences comptent de nombreux frères et sœurs.

Au « Siècle », un logiciel renouvelle les plans de table d'un dîner à l'autre

... Naturellement, les membres les plus huppés des élites parisiennes conservent leurs habitudes, sans trop se soucier de la conjoncture. Ils ont leurs rendez-vous immuables qui se déroulent à huis clos dans des lieux préservés, du golf de Saint-Nom-la-Bretèche aux enclos du Lagardère Paris Racing, dans le bois de Boulogne, en passant par le Tir aux Pigeons, le Polo de Paris, le Cercle du Jockey Club, l'Automobile Club de France ou le Saint James Club. Leurs activités sont réservées aux happy few cooptés par leurs pairs. L'atmosphère est très aristocratique dans l'hôtel particulier du Cercle de l'Union interalliée, rue du Faubourg-Saint-Honoré, où l'on peut deviser avec l'ancien Président Valéry Giscard d'Estaing, des ambassadeurs ou des anciens ministres, accueillis par le comte Denis de Kergorlay, président du Cercle, et la princesse de Broglie, présidente du comité des Dames. De leur côté, les membres du très fermé Club des Cent, qui regroupe une centaine de fins gourmets, de Claude Bébear à Bernard Pivot, dégustent des bons plats chaque semaine, ce qui ne les empêche pas de parler affaires entre la poire et le fromage.

Le dîner mensuel du Siècle attire le gotha

Surtout, le gotha politico-économico-médiatique se retrouve chaque dernier mercredi du mois dans les salons de l'Automobile Club, place de la Concorde, pour le très sélect dîner du Siècle, présidé depuis 2011 par l'ancienne syndicaliste CFDT Nicole Notat, fondatrice de l'agence de notation sociale Vigeo. A ses côtés, au sein du conseil d'administration, renouvelé début janvier, on ne trouve que des membres du gratin, soigneusement choisis : le patron d'Europe 1 Denis Olivennes, la financière Patricia Barbizet (Artémis), le PDG de la Scor Denis Kessler, l'ancien ministre Xavier Darcos, l'ambassadeur Philippe Faure, le patron de la Caisse des dépôts Jean-Pierre Jouyet, le nouveau président d'Aéroports de Paris Augustin de Romanet, le président d'Air France Alexandre de Juniac, les avocats Jean Veil et Nicolas Baverez, le secrétaire général du Conseil

constitutionnel Marc Guillaume, le banquier Lionel Zinsou, l'ancien chef d'état-major des armées Jean-Louis Georgelin et la vice-présidente de Fitch Group Véronique Morali. Lors de chaque soirée mensuelle du Siècle, une partie des 750 membres de ce cercle, fondé en 1944 par le patron de presse franco-maçonn Georges Bérard-Quélin, discutent à bâtons rompus en prenant l'apéritif, avant d'échanger pendant le repas, de manière polie, sur un thème du jour, par table de huit, selon des plans établis par le secrétaire général du Siècle, Etienne Lacour. Souhaitant éviter que ses membres dînent deux fois l'un à côté de l'autre, ce dernier passe plusieurs jours à composer des assemblages inédits, avec l'aide d'un logiciel maison ! Seule consigne : tout ce qui se dit sur place reste confidentiel. Aucun complot ne se fonde au Siècle, aucune proposition n'émane de ces agapes. Mais ces dîners mondains permettent à ses membres de s'adouber, et de se parler en toute discrétion. La liste officielle des postulants est d'ailleurs très longue. « *Nos places sont malheureusement limitées* », confie Etienne Lacour.

D'autres cercles, plus informels, se sont créés ces dernières années, où l'on peut aussi croiser des gens influents, parfois en plus petit comité. C'est le cas des dîners de l'Atlantique, lancés en 2009 par le lobbyiste Félix Marquardt, un ancien directeur de communication de l'*International Herald Tribune*, avec des orateurs de marque, comme l'économiste américain Nouriel Roubini, le PDG de Total Christophe de Margerie, ou le président géorgien Mikhaïl Saakachvili. De plus, Félix Marquardt organise à son domicile privé parisien des dîners « branchés », propices aux échanges (voir encadré page 41). Plus international, le Kitson Club, qui tient salon tous les mois à l'Hôtel Régina, réunit quant à lui un cocktail d'ambassadeurs du Moyen-Orient, de chefs d'entreprise, d'avocats, de directeurs de la communication, de consultants et de journalistes, autour de deux débats bilingues sur des thèmes parfois controversés, comme la puissance du Qatar ou l'avenir de la Syrie. « *Mon but est de faire* ...



SÉBASTIEN SORIANO/LE FIGARO



José Gulino, Grand Maître du Grand Orient de France, a gagné de nombreux relais dans les ministères.

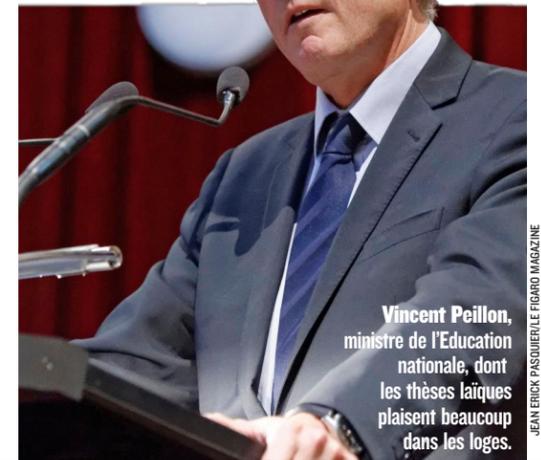
JEAN ERICK PASQUIER/LE FIGARO MAGAZINE

Le Grand Orient en hausse, la GLNF en baisse

Manuel Valls, Jean-Yves Le Drian, Victorin Lurel, Jérôme Cahuzac, Alain Vidalies, Anne-Marie Escoffier... La liste des ministres initiés à la franc-maçonnerie demeure sans doute incomplète et il faudrait y ajouter ceux qui en sont proches, de Vincent Peillon à Michel Sapin. Mais le constat s'impose : avec le retour de la gauche au pouvoir, les frères ont retrouvé un peu de leur magistère. Et principalement ceux affiliés au Grand Orient de France (GODF), orienté à gauche, qui compte 52 000 frères. Son Grand Maître

José Gulino revendique d'ailleurs une « *influence politique* » sur plusieurs sujets, de la laïcité à la réforme bancaire (voir *Le Figaro Magazine* du 7 décembre 2012). Le GODF a de nombreux amis bien placés dans les cabinets et les ministères, notamment à l'Éducation, à l'Intérieur et à la Défense. Ce retour en grâce contraste avec le déclin de la Grande Loge nationale française (GLNF), obédience déiste dont le Grand Maître des années Sarkozy, François Stifani, rêvait de faire un GODF de droite, avec des amis en haut lieu comme Brice Hortefeux,

Claude Guéant et Patrick Ollier. Des dérives autoritaires et des maladresses politiques ont provoqué une implosion de la GLNF depuis deux ans et une hémorragie des effectifs, qui auraient fondu de moitié, à 22 000 frères. Des obédiences dissidentes se sont constituées. Mi-janvier, elles se sont rapprochées de la plus apolitique Grande Loge de France (GLDF) et de deux autres obédiences dans un projet de « *confédération* » forte de 55 000 membres, moins obsédés par leurs relais au sein du pouvoir.



Vincent Peillon, ministre de l'Éducation nationale, dont les thèses laïques plaisent beaucoup dans les loges.

JEAN ERICK PASQUIER/LE FIGARO MAGAZINE

Derrière les « Pigeons », les réseaux de Croissance Plus

JEAN-CHRISTOPHE MARIN/LE FIGARO



Olivier Duha, président de Croissance Plus, prêt à remonter au créneau sur la fiscalité.

Nous avons perdu une bataille, mais pas la guerre. » Olivier Duha n'est pas du genre à se laisser aller à la morosité. PDG de Webhelp, un opérateur de centres d'appel, il préside aussi l'association Croissance Plus, qui regroupe plus de 300 patrons d'entreprises en plein développement. Assu-

mant un rôle de minilobby patronal « éclairé », moins corseté que le Medef ou la CGPME, ce réseau s'est activé fin septembre aux côtés des « Pigeons », ce mouvement de fronde de créateurs de start-up, né sur le web contre les projets fiscaux du gouvernement visant à taxer jusqu'à 60 % les plus-values de cession. Le porte-parole des Pigeons, Jean-David Chamboredon, dirige un fonds d'investissement qui rassemble 70 business-angels du net, parmi lesquels plusieurs piliers et amis de Croissance Plus, dont Geoffroy Roux de Bézieux, créateur de Phone House, et Pierre Kosciuszko-Morizet, le cofondateur de Pri-

ceMinister. « *Nous avons alerté l'Élysée très en amont des dangers du projet* », confie ce dernier. Croissance Plus a aussitôt relayé le mouvement, avec la mobilisation de ses membres, dont son président Olivier Duha, Laurent Vronski (Ervor), Stanislas de Bentzmann (Devoteam), Denis Payre (Kiala), Sandra Le Grand (Kalidea), Frédéric Bedin (Public Système Hopscotch), ou Charles Beigbeder (ex-Poweo). Une lettre ouverte au président de la République a été publiée, avant une réunion à Bercy le 4 octobre, suivie d'une conférence de presse avec une vingtaine d'organisations patronales. A la

manœuvre au sein de l'association, deux expertes en communication, Emmanuelle Skowron et Florence Dépret. Cette dernière a été lobbyiste du Medef, consultante chez Euro-RSCG, collaboratrice du ministre Xavier Bertrand et directrice de la communication de l'UMP. Face à la fronde, Bercy a reconnu sa maladresse fiscale, mais le vote du Parlement a finalement entériné une taxation à plus de 60 %. « *Le gouvernement devra vite corriger cette erreur dramatique, qui est en train de geler tous les investissements dans les start-up* », prévient Olivier Duha, prêt à réactiver ses réseaux sur le sujet.



Jean-David Chamboredon, porte-parole des « Pigeons », dirige un fonds d'investissement d'entrepreneurs du net.

JEAN ERICK PASQUIER/LE FIGARO MAGAZINE

Félix Marquardt, accueillant ses invités lors d'un des dîners du club qu'il a créé en 2009.

La concurrence est rude entre réseaux, qui doivent prouver leur utilité

... se rencontrer des gens de mondes différents », glisse Elisa Kitson, la grande prêtresse de ces soirées où l'on aperçoit régulièrement le criminologue Alain Bauer, le directeur des *Cahiers de l'Orient* Antoine Sfeir, l'ancien directeur du renseignement de la DGSE Alain Juillet, ou le chef du bureau parisien du *New York Times* Steven Erlanger.

Les réseaux féminins sont en plein boom

Cependant, la fréquentation de ces dîners ne suffit pas à rendre influent. Des contacts s'y nouent, des connivences se confortent, sans qu'il soit possible d'en mesurer le retour. De plus, les générations plus jeunes ne se contentent plus de simples mondanités. Elles cherchent à rallier des réseaux en prise directe avec les pouvoirs, capables de faire entendre leur voix, mais aussi d'être utiles à leurs membres. C'est notamment le cas des associations des anciens des grandes écoles, contraintes de se dévouer pour ne plus être assimilées à d'aimables clubs de retraités (voir leur *banc d'essai* p. 44). Si le très chic bal annuel de l'X, qui se déroule en mars à l'Opéra avec près de 2 000 invités, demeure un passage obligé, il ne représente pas la seule activité de l'AX, l'Association des Polytechniciens. « Nous devons développer notre service carrières, accroître notre visibilité et accompagner les projets de l'école », explique Laurent Billès-Garabédian, le président de l'AX. « Les jeunes diplômés d'ESCP Europe sont plus exigeants et nous devons faire du lobbying tous azimuts », renchérit de son côté Arnaud de Puyfontaine. « La concurrence est rude entre réseaux. Il nous faut prouver chaque jour notre utilité, pour des gens qui peuvent avoir des attentes différentes », confirme Laurent Allard, le directeur des HEC Alumni. Cette association a d'ailleurs mené l'an dernier des sondages auprès de ses membres pour mieux cibler ses services. Et lancer son nouveau slogan *the more you share, the more you grow* (plus vous partagez, plus vous progressez). De l'art de répondre au besoin de réseauter...

Les femmes dirigeantes vont même plus

loin. Elles créent désormais leurs propres réseaux, de manière décomplexée. Avec un double objectif : s'aider individuellement dans leur carrière professionnelle et faire avancer collectivement la cause de la parité. « Nous ne sommes pas des féministes pures et dures, mais à un moment, il fallait faire bouger les choses pour être entendues », témoigne Sophie Reynal, la présidente de HEC au féminin, qui a vocation à regrouper 15 000 diplômées. Cette ancienne banquière d'affaires, qui a travaillé à New York et à Londres, a fondé sa petite société de conseil Allia Finance quand elle est rentrée en France en 2008, tout en s'engageant dans les clubs féminins, dont HEC au féminin. Elle participe notamment au réseau Grandes Ecoles au féminin (GEF), qui regroupe les associations de dix grandes écoles (X, ENA, Essec, Centrale, etc.). Créé en 2002 et présidé par l'énarque centralienne Clarisse Reille, GEF publie des études sur les discriminations subies par les femmes dans le monde du travail (salaires, promotion, statut). Elle reçoit surtout des grands patrons et autres décideurs masculins afin de les interpeller sur le sujet. Ses prochains invités : Patrick Kron, le PDG d'Alstom, et Jean-Paul Agon, son homologue de L'Oréal.

Les femmes ont obtenu le vote de la loi Zimmermann

Avec l'aide d'autres associations féminines, GEF a contribué à faire adopter en janvier 2011 la loi Zimmermann, qui oblige les entreprises cotées à avoir 20 % de femmes dans leur conseil d'administration d'ici à 2014 et 40 % à l'horizon de janvier 2017. « Sans cette loi sur les quotas, nous en serions toujours à moins de 10 % », estime Sophie Reynal. Cette victoire des réseaux féminins leur donne des ailes. Ceux-ci connaissent un vrai boom : leur nombre a doublé en cinq ans, dépassant le seuil de 400, avec des spécificités sectorielles comme les Elles de l'Auto dans l'automobile, Financi'Elles dans le monde financier ou SNCF au féminin, qui compte déjà 2 000 membres depuis sa création en 2011.



LOUISE DUBRY/THEMAGNAT



Les dîners de l'Atlantique, réunissent économistes, banquiers, PDG et personnalités étrangères.

Les dîners branc hés d'un lobbyiste

Je n'ai rien contre l'élite, mais pas celle, guidée, des diplomates et des grands corps. Je préfère mélanger les genres. » Silhouette fine, regard pétillant, perpétuellement en mouvement, Félix Marquardt murmure ces propos, passant d'un convive à l'autre, à la fin du dîner « décontracté » qu'il a organisé à son domicile, autour d'une personnalité venue d'un pays émergent. En pro de la com, ce lobbyiste, d'origine austro-américaine a pris soin d'inviter une vingtaine de personnalités disparates dans son appartement parisien, orné de toiles contemporaines, avec vue plongeante

sur le Pont-Neuf. En cette soirée glacée de décembre, on peut ainsi voir l'ancien directeur de la Caisse des dépôts, Philippe Lagayette, prendre l'apéritif avec un top-modèle, les ex-ministres Edmond Alphandéry et Philippe Douste-Blazy deviser, le verre à la main, avec Alison Smale, la directrice de l'*International Herald Tribune*. Durant le dîner, le traiteur s'affaire, tandis que la conversation tourne autour des invités d'honneur, l'opposant cambodgien en exil Sam Rainsy et son épouse, qui dressent un sombre tableau de la situation des droits de l'homme dans leur pays. Au bout de la table, le rap-

peur Mokless, du groupe Scred Connexion, sympathise avec Hadj Kellil, un trader reconverti dans les produits bio. La directrice des relations presse du groupe Total, Isabelle Desmet, glisse un mot à tout le monde. Explication : son patron, Christophe de Margerie, est l'un des principaux clients de Félix Marquardt, qui travaille également pour des ONG comme la Fondation Gates, et pour des gouvernements étrangers comme celui de la Géorgie. Le lobbying passe aussi par ces dîners en cercle restreint qui permettent de nouer des contacts utiles. Avec l'apparence chic de la décontraction.

Félix Marquardt, un lobbyiste qui est passé par l'*International Herald Tribune*.



ES

La force de frappe des HEC

Avec plus de 45 000 diplômés, la « famille » des HEC est l'une des plus nombreuses parmi celles issues des grandes écoles françaises. Et elle constitue un réseau très efficace. « Les années passées sur le campus de Jouy-en-Josas forgent un esprit communautaire et nous adorons nous retrouver », explique Jean d'Arthuys, le président des HEC Alumni, l'association qui regroupe 14 000 d'entre eux. Avec un millier de manifestations par an, deux fois plus qu'il y a dix ans, elle est devenue l'une des plus dy-

namiques. Son site internet vient d'être modernisé, pour favoriser les contacts directs entre membres, et l'association multiplie les séminaires, les stages de coaching ou de « marketing de soi ». Elle a lancé en 2009 un service de « mentorat » pour des diplômés qui ont besoin d'aide. « Les HEC ont un tempérament entrepreneurial, ils savent rebondir et s'épauler, mais sans favoritisme », précise Laurent Allard, le directeur de l'association. Néanmoins, les HEC se reconnaissent à cent pas. « On se tutoie et la

complicité est naturelle », reconnaît le communicant Eric de Rugy. « Cela m'a ouvert de nombreuses portes », renchérit la publicitaire Mercedes Erra. Surtout, ils occupent désormais les premières places dans bon nombre de secteurs, ce qui nourrit un certain sentiment de supériorité. Ne comptent-ils pas dans leurs rangs des PDG emblématiques comme Henri de Castries (Axa), Baudouin Prot (BNP Paribas), Henri Proglio (EDF), François-Henri Pinault (PPR), mais aussi des anciens ministres comme Valérie Pécresse ou Eric Woerth et,

depuis mai dernier, un président de la République ? Classée numéro un des business schools européennes de 2006 à 2012, l'école est d'ailleurs soutenue par le réseau des diplômés, via la Fondation HEC, qui finance certains de ses projets pédagogiques et de recherche. Pilotée par l'ancien PDG de Carrefour Daniel Bernard, la Fondation a collecté près de 100 millions d'euros en cinq ans, un record. « Les HEC sont nos meilleurs ambassadeurs, c'est un atout précieux », se réjouit Bernard Ramanantsoa, le directeur du groupe HEC.



Baudouin Prot, président de BNP Paribas, une des entreprises qui accueillent le plus de HEC.



Henri de Castries, président d'Axa et l'un des mécènes de la Fondation HEC.



François Pérol, président de BPCE, un HEC passé par l'Élysée.

Le Forum de la mixité, le Salon qui s'est tenu en décembre à Paris, devrait avoir des déclinaisons régionales.

Les think tanks s'imposent comme des lieux de débat, mais aussi d'influence

... Les réseaux féminins transversaux, également en plein essor, ont chacun leur spécialité : le club Femmes Débat et Société réunit des femmes plutôt libérales, avec notamment, comme membres d'honneur, Valérie Pécresse et Nathalie Kosciusko-Morizet ; venu d'outre-Atlantique, le réseau *European Professional Women's Network Paris* fédère, quant à lui, plus de 1 500 cadres de plusieurs nationalités, sous la présidence de Dana Allen, une Américaine en poste chez Air Liquide, et Marie-Christine Maheas, une Franco-Canadienne dirigeante de Logica ; Administration Moderne regroupe des hauts fonctionnaires autour d'Anne-Marie Helleisen, inspectrice générale de l'Agriculture ; l'antenne française du *Women Corporate Directors* réunit des dirigeantes en poste dans des conseils d'administration, dont Véronique Morali, qui siège au conseil de Fimalac, de Publicis, de la Compagnie Edmond de Rothschild et de Coca-Cola Entreprise. Fondatrice de TerraFemina, une plate-forme online dédiée aux femmes, Véronique Morali a aussi participé à la naissance en 2010 de Voxfemina, qui rassemble plus de 200 « expertes » afin de les promouvoir dans les médias. Parmi les autres marraines de ce club, on trouve Valérie Tandeau de Marsac, avocate chez Jeantet & Associés, la publicitaire Mercedes Erra et Sophie Reynal.

Un mélange de militantisme et d'utilitarisme professionnels

Certaines de ces femmes influentes se croisent chaque automne au *Women's Forum*, fondé en 2006 à Deauville autour d'Aude de Thuin, et présidé aujourd'hui par Véronique Morali. Elles se retrouvent également au nouveau « forum de la mixité », un mini-Salon des réseaux féminins, qui se déroule depuis deux ans juste avant Noël et connaît un vif succès (*voir encadré ci-contre en haut*). De plus en plus organisés et écoutés, notamment par la ministre des Droits de la femme, Najat Vallaud-Belkacem, qui les consulte en vue d'une prochaine loi sur la parité, les réseaux féminins ont le vent en poupe.

Ils ne sont pas les seuls à vouloir être entendus. Certains cénacles, comme le Club XXI^e siècle, qui rassemble plus de 300 dirigeants issus de la diversité, souhaitent également orienter les décisions publiques. « *Nous allions la réflexion sur la diversité et des actions concrètes pour prouver que l'intégration peut fonctionner* », explique son président Pap'Ngom, sénégalais de naissance et fondateur de SH, une PME de services informatiques. Ses membres organisent par exemple les Entretiens de l'excellence, qui permettent de conseiller des jeunes issus de milieux modestes. Ils ont lancé une chaire sur le management de la diversité à l'université Paris-Dauphine et initié l'Association française des managers de la diversité, qui édicte des bonnes pratiques pour les entreprises.

Le Club XXI^e siècle a pour ancienne présidente Fleur Pellerin

Le Club XXI^e siècle reçoit aussi des personnalités de renom pour débattre de la diversité, comme Jean-Pierre Bel, président du Sénat, à l'automne dernier, ou Stéphane Richard (France Télécom), qui a planché sur le sujet le 12 février. Le club a surtout de bonnes relations avec le pouvoir, puisqu'il avait accueilli le candidat François Hollande et que son ancienne présidente jusqu'en juin 2011 n'était autre que Fleur Pellerin, énarque d'origine sud-coréenne, nommée ministre délégué aux PME, à l'Innovation et à l'Économie numérique. « *Nous la reverrons pour un dîner le 20 mars et ce sera l'occasion de lui rappeler nos recommandations en faveur de la diversité* », confie Pap'Ngom, fier de ses relais dans les milieux politiques.

A l'image du Club XXI^e siècle, les think tanks plus généralistes mélangent, eux aussi, cette volonté d'influence et l'effet réseau. De 2002 à 2012, la très libérale Fondation Concorde, forte d'un fichier de 10 000 sympathisants, s'est ainsi servie de ses liens privilégiés avec des figures de la droite – dont Luc Chatel, Eric Woerth, Hervé Novelli, Bruno Le Maire – pour faire passer ses idées sur l'ISF, l'éducation ou les ...



LE GARAGE/FORUM DE LA MIXITÉ



Emmanuelle Gagliardi, ancienne journaliste et fondatrice de l'agence Connecting Women, organisatrice du Forum de la mixité.

Le Salon des femmes qui réseautent

Franchement, je n'imaginai pas que les clubs de femmes auraient un jour leur Salon ! » En train de promouvoir son *Guide des expertes 2013*, dans les allées de l'espace des Blancs-Manteaux, en cette journée du 21 décembre 2012, Marie-France Colombani, ex-éditorialiste au magazine *Elle*, a pourtant la mine réjouie. Les organisatrices de ce deuxième Forum de la mixité ont bien fait les choses : plus de 1 400 dirigeants inscrits dont 70 % de femmes, une quarantaine de stands présentant des réseaux féminins de tous horizons, une vingtaine d'ateliers animés par plus de 150 experts, sur des thèmes allant de « l'entrepreneuriat au féminin » aux « stéréotypes »,

sans oublier des « business quick meeting », rencontres rapides permettant des échanges professionnels. « *Cela pétille, et tous ces réseaux ont une énergie folle* », se félicite l'ex-journaliste Emmanuelle Gagliardi, fondatrice de l'agence Connecting Women, qui a eu l'idée de ce salon original. Ici, le partage des expériences se mêle à la constitution de réseaux et aux conseils pratiques. « *Nous aidons nos membres dans leur vie professionnelle et personnelle, dans une ambiance de copines* », témoigne Laetitia Châtillon, une des exposantes, qui anime le club des Comètes créé en 2005. « *Les nouvelles générations de femmes ont compris qu'il était*

primordial de réseauter, et elles le font à leur manière », renchérit, à quelques pas de là, Agnès Granveau, une consultante qui préside le club Dauphine au féminin, en train d'émerger dans l'orbite de l'université. Ce réseautage utilitariste n'empêche pas un certain militantisme féministe. « *Nous nous battons pour obtenir une parité effective dans le monde du travail et lutter contre les discriminations* », insiste Christine Robichon, la vice-présidente parisienne du réseau *Business & Professional Women*, une ONG d'origine anglo-saxonne également présente au Salon. Un rendez-vous déjà incontournable, et qui pourrait se décliner en province.

Les réseaux gay-friendly à la manoeuvre

Face à la puissante mobilisation des opposants au mariage pour tous, les réseaux gay-friendly étaient sur le pont. Les principaux membres du gouvernement, avec la ministre chargée de la Famille Dominique Bertinotti et l'appareil du PS d'Harlem Désir, se sont activés. Ils étaient aiguillonnés par Homosexualité et socialisme, la branche LGBT (lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres) du parti, présidée par Denis Quinqueton, qui a succédé à Gilles Bon-Maury, lequel a rejoint le cabinet de la ministre Najat Vallaud-Belkacem. Les parlementaires de gauche



Pierre Bergé (au centre), lors de la manifestation de soutien au « mariage pour tous » en décembre 2012.

étaient également en pointe, et particulièrement le président du groupe socialiste à l'Assemblée Bruno Le Roux, le rapporteur du projet de loi Erwann Binet, le député Vert de Gironde Noël Mamère, le député PS de Paris Patrick Bloche et le sénateur PS de la Haute-Saône Jean-Pierre Michel, ces deux derniers étant les « pères » du pacs en 1999. La nébuleuse des associations LGBT, qui organisent chaque mois de juin les très affluentes Marches des fiertés, sert toujours de levier à ce mouvement, principalement le collectif parisien Inter-LGBT avec son por-

te-parole Nicolas Gougain. Très revendicatives sur l'adoption et la PMA, l'Association des parents et futurs parents gays et lesbiens (APGL), coprésidée par Marie-Claude Picardat, et l'Association des familles homoparentales (ADFH), coprésidée par Alexandre Urwicz, avaient été reçues longuement à l'Élysée dès octobre dernier. Elles sont notamment soutenues par des élus parisiens, dont Christophe Girard, adjoint du maire Bertrand Delanoë, ancien membre de l'APGL et défenseur de l'homoparentalité dans un ouvrage paru en 2006, *Père comme les autres*.

... pôles de compétitivité. « *Nous poursuivons notre travail sur les sujets de fond économiques, en cultivant aussi nos liens avec les équipes actuelles* », tient à préciser l'économiste Michel Rousseau, président de la Fondation Concorde. Celle-ci compte notamment parmi ses contacts Jean-Pierre Jouyet, directeur général de la Caisse des dépôts, et Jean-Hervé Lorenzi, le fondateur du Cercle des économistes, deux personnalités très écoutées à l'Élysée.

L'Institut Montaigne a des amis à droite comme à gauche

De la même façon, l'Institut Montaigne, piloté par le président d'honneur d'Axa Claude Bébéar, n'a jamais caché son souhait de peser directement sur les pouvoirs publics. Ses propositions sont élaborées par des spécialistes venus de tous horizons, que ce soit sur les banlieues avec Gilles Kepel, la réforme de la santé avec l'économiste Claude Le Pen, ou la régulation financière, thème d'un rapport récent écrit sous la houlette de Michel Pébereau, le président d'honneur de BNP Paribas. Avant l'élection de François Hollande, l'Institut Montaigne avait fait travailler un groupe d'experts, mené par l'économiste Elie Cohen, proche du candidat socialiste, sur la fiscalité, avant de faire des propositions sur la réduction des dépenses publiques, dans un rapport rédigé par Pierre-Mathieu Duhamel, ancien directeur adjoint du cabinet d'Alain Juppé. « *C'est notre indépendance qui assure notre crédibilité* », assure Laurent Bigorgne, le directeur de cet institut. Mais aussi son carnet d'adresses qui fait sa force. « *Nous avons, c'est vrai, un entrelacs de relations étroites avec les décideurs* », admet-il. L'Institut Montaigne a conseillé une dizaine de ministres ces dernières années, de Valérie Pécresse sur l'université, à Luc Chatel sur les rythmes scolaires. Depuis juin dernier, il a déjà reçu Arnaud Montebourg, Michel Sapin, Delphine Batho, et dernièrement Emmanuel Macron, le conseiller économique du Président. Au comité directeur de ce think tank, on ne trouve que des VIP, tels que l'éditorialiste et avocat Nicolas Baverez, le président de La Banque postale Philippe Wahl, la directrice des Hôpitaux de Paris Mireille Faugère, le financier Lionel Zinsou, ami de Laurent Fabius, ou le constitutionnaliste Guy Carcassonne, ancien conseiller de Michel Rocard. Un œcuménisme qui permet à ce laboratoire d'idées de faire partie des réseaux les plus influents. Quels que soient les gouvernements.

VINCENT NOUZILLE